

# « LA FINANCE DURABLE VISE UNE CIBLE MOUVANTE »



---

« Sustainable finance is a construction site, no wonder it's messy », affirme le parlementaire européen Paul Tang. Le message est clair : nous sommes encore loin du but. Comment Febelfin, la fédération du secteur financier, voit-elle les défis du reporting non financier dans un monde où l'entrepreneuriat durable devient la norme ?

---

## DONNÉES ET NORMES

**Le monde financier joue un rôle crucial dans la transition vers une économie plus durable.**

**Les intérêts des entreprises et des investisseurs sont-ils alignés à cet égard ?**

**Karel Baert, CEO Febelfin (KB) :** « Encore trop souvent, nos clients particuliers et PME ne sont pas suffisamment conscients de l'impact fondamental que la transition a et aura. Les banques sont un levier dans cette prise de conscience et cette sensibilisation. En même temps, notre rôle est de développer des produits et des

« À CAUSE DE LA GUERRE,  
L'INTÉRÊT FINANCIER  
ET L'AMBITION DE  
DURABILITÉ S'ÉLOIGNENT  
L'UN DE L'AUTRE »



**TOM VAN DEN BERGHE,  
DIRECTEUR  
SUSTAINABLE  
FINANCE FEBELFIN**

services qui facilitent la transition avec un retour sur investissement suffisant pour tous les acteurs. Il est important que les entreprises abordent la nouvelle réglementation en faveur d'un monde plus durable non pas comme une obligation, mais comme une opportunité. Son succès dépend de la force de la collaboration entre toutes les parties prenantes.»

**Tom Van den Berghe, directeur 'sustainable finance' Febelfin (TVDB) :** «Gouvernement, citoyens, entreprises et organisations... tout le monde a un intérêt dans la transition. Mais ce n'est pas au secteur financier d'assumer le rôle de régulateur ou de contrôleur. Il doit par contre ouvrir les yeux, souligner l'urgence et soutenir avec ses services financiers, son savoir-faire et son expérience.»

**KB :** «Le rôle principal des banques reste d'accorder des crédits et de financer des projets solides. Toutefois, solide ne signifie pas nécessairement durable. Les critères de durabilité gagnent en importance, car ils ont un impact significatif sur la résilience et la rentabilité à long terme d'une entreprise. En effet, un manque de capacité de transition peut se traduire par des risques financiers plus élevés pour l'entreprise et ses financiers. D'où l'importance de cartographier, de gérer et de rendre compte de cette capacité de manière aussi précise que possible. En d'autres termes, la gestion des risques liés à la durabilité ainsi que des opportunités à long terme devient un moteur très important de la compétitivité. Ceux qui persistent à penser à court terme ne tiendront que trois ou quatre ans tout au plus.»

**Les rapports sur la durabilité ou rapports ESG représentent un investissement substantiel pour les entreprises. Le monde financier peut-il contribuer à minimiser ce coût, par exemple en harmonisant les critères de reporting des institutions financières ?**

**KB :** «Chaque entreprise sera invitée par ses différentes parties prenantes (grands clients, fournisseurs et financiers) à fournir des informations sur la durabilité. En tant que fédération du secteur bancaire, nous nous efforçons naturellement d'organiser cela de manière uniforme et efficace. En collaboration avec un certain

nombre de banques et d'entreprises, nous avons lancé un projet pilote visant à rendre ces demandes et ce reporting aussi fluides et proportionnels que possible - car les attentes peuvent varier en fonction de la taille de l'entreprise ou de ses obligations de compliance -, en tenant compte des exigences réglementaires européennes et nationales et des activités sur le terrain. L'objectif est d'évaluer les résultats du projet au printemps 2023.»

**TVDB :** «Sachez que de nombreuses PME ne sont pas soumises à l'obligation européenne de reporting (la directive CSRD - voir infographie en p. 07). D'autre part, leurs fournisseurs, clients, investisseurs, consommateurs finaux... les pousseront à satisfaire aux exigences - c'est ce que nous appelons l'effet de ruissellement. Ne serait-ce que parce que ces PME constituent une part importante des bilans bancaires et pèsent donc sur la gestion des risques des banques.»

**Dans quelle mesure l'absence de normes claires et de données précises sur la durabilité rend-elle le travail difficile pour les entreprises et le monde financier ?**

**KB :** «Afin de guider les investisseurs et les gestionnaires de portefeuille dans ce marché en forte évolution et souvent peu clair, nous avons élaboré une norme de qualité au sein de Febelfin : 'Towards Sustainability' (lire aussi le cadre 'Factsheet Towards Sustainability Label'). Le label est attribué par une agence de labellisation indépendante (Central Labelling Agency, CLA) et ne constitue en aucun cas une norme de niche qui n'autorise que les investissements très écologique ou sans énergie fossile. En effet, la durabilité ne se limite pas à l'environnement et les produits d'investissement sont donc également examinés du point de vue de la politique sociale et de la gouvernance d'entreprise. De cette manière, nous voulons éviter le greenwashing de manière réfléchie, tout en rendant le label aussi accessible et réalisable que possible.»

**KAREL BAERT,  
CEO FEBELFIN**



« UN MANQUE DE  
CAPACITÉ DE TRANSITION  
SE TRADUIRA PAR DES  
RISQUES FINANCIERS PLUS  
ÉLEVÉS POUR L'ENTREPRISE  
ET SES PARTIES PRENANTES »



TVDB : « Les investisseurs institutionnels, les gestionnaires d'actifs, les fonds de pension, les institutions d'assurance, les pouvoirs publics... cherchent un point d'ancrage et demandent une norme de qualité minimale basée sur des critères objectifs, attribuée et contrôlée de manière indépendante. La réglementation européenne ne contient pas (encore) une telle norme à ce jour. Il ne manque pas de législation sur la 'sustainable fairness', mais elle se concentre pour l'instant exclusivement sur la transparence et le reporting. En résumé, le label nous permet de servir aussi l'investisseur privé qui veut également savoir dans quelle mesure les allégations de durabilité de son portefeuille d'investissement sont fiables. »

KB : « Les critères du label sont révisés tous les deux ans par une consultation multipartite au sein et en dehors du secteur financier (universitaires, ONG, contrôleurs...) en tenant compte de l'évolution des attentes des clients, des nouvelles recherches scientifiques, de la disponibilité de meilleures données d'entreprise, des nouvelles réglementations, etc. De cette façon, il devient aussi un moteur pour inciter les détenteurs de label à toujours faire mieux. L'objectif

n'est effectivement pas que les produits perdent leur label, mais plutôt que nous puissions tous passer à un niveau de qualité supérieur de manière rentable. »

TVDB : « Quoi qu'il en soit, c'est toujours un exercice difficile de se concentrer sur l'avenir à long terme et pas seulement sur le lendemain très proche. Hier encore, l'investissement durable était une évidence. Aujourd'hui, à cause de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique, l'intérêt financier et l'ambition de durabilité s'éloignent l'un de l'autre. Ce ne sont plus les secteurs les plus durables qui réalisent les plus gros bénéfices. En tant qu'investisseur, il devient donc impératif d'étendre votre horizon d'investissement. Cet état d'esprit est plus familier aux investisseurs institutionnels qu'aux investisseurs privés. Cela vaut aussi pour les produits non financiers, tels que l'alimentation, l'énergie (l'énergie renouvelable n'est pas nécessairement la moins chère)... La durabilité, c'est avant tout se projeter dans l'avenir. »

### MANQUE DE SÉCURITÉ JURIDIQUE

**À ce jour, l'obligation de reporting reste une affaire européenne. Les règles internationales et mondiales ne sont pas attendues avant 2025. Comment le secteur financier fait-il face à cette divergence ?**

KB : « L'Europe joue un rôle de premier plan au niveau mondial. C'est une bonne chose, à condition de ne pas hypothéquer notre compétitivité. Mais finalement, nous devons converger au niveau mondial. Il existe aujourd'hui plusieurs taxonomies durables - une trentaine - en cours de développement dans le monde. Cette divergence dilue l'impact positif que peuvent avoir les entreprises et les marchés financiers mondiaux. Nous devons avancer progressivement vers une harmonisation à long terme tout en maximisant ce qui est faisable à court terme, sans être naïfs. »

**L'objectif final est une norme imposée au niveau mondial ?**

TVDB : « Il est extrêmement difficile d'uniformiser la notion de durabilité, car elle a aussi une composante

« À TERME, NOUS DEVRONS ARRIVER À UN LEVEL PLAYING FIELD AU NIVEAU MONDIAL »

KAREL BAERT



géographique, démographique et historique. On ne peut pas s'attendre à ce que des pays comme l'Inde ou la Chine aient aujourd'hui la même capacité de transition que l'Europe.»

**La conséquence est un impact négatif sur la compétitivité européenne et donc belge ?**

**KB :** « C'est exact. C'est pourquoi le secteur financier, dont les clients sont aussi bien européens que non européens, fait pression pour une normalisation mondiale de la taxonomie. Il ne faut pas pour autant réduire les ambitions européennes. Au contraire, à long terme, ce haut niveau de qualité devient un avantage concurrentiel. »

**Outre les différences géographiques, il y a l'incohérence dans le calendrier des règles européennes. Le monde financier devra remettre des rapports plus tôt que les autres entreprises. Ce délai ne favorise-t-il pas l'insécurité juridique ?**

**TVDB :** « Dans un sens, oui. La finance durable vise une cible mouvante. L'objectif est clair, mais la route qui y mène doit encore être pavée. C'est le propre d'un processus en évolution. De plus, on a affaire ici à un tout nouveau concept, pour lequel personne n'a d'expérience. Les décisions sont parfois retardées par des tensions imprévisibles entre les arguments scientifiques et politiques. Tout le monde - banques, contrôleurs, entreprises et pouvoirs publics - doit passer par un processus d'apprentissage. L'Europe en est également consciente. 'Sustainable finance is a construction site, no wonder it's messy', affirmait récemment le parlementaire européen Paul Tang. »

**KB :** « En termes de gestion des risques, le conflit porte moins sur l'écart de calendrier que sur la fiabilité des données. Je distingue deux formes de greenwashing. Vous pouvez délibérément présenter les choses mieux qu'elles ne le sont réellement. Ou bien vous faites vos rapports de bonne foi, comme l'exige la loi, mais vous savez que les données sous-jacentes sont souvent incomplètes, invérifiables et donc peu fiables. Le secteur bancaire sera tenu de transmettre des données que les entreprises clientes ne possèdent souvent pas encore elles-mêmes. Ou bien les données sont disponibles, mais doivent encore être demandées par la banque, entreprise par entreprise, car elle n'a pas encore accès aux bases de données des pouvoirs publics. Un exemple frappant est celui des valeurs CPE des biens immobiliers - qui, de plus, sont calculées différemment par chaque région. Cette information est essentielle pour notre secteur si nous voulons développer de nouveaux produits durables. D'où mon plaidoyer pour un accès à ces bases de données et une coopération approfondie avec les différentes autorités compétentes. »



**« CELA RESTE UN EXERCICE D'ÉQUILIBRE DIFFICILE DE SE CONCENTRER SUR L'AVENIR À LONG TERME ET PAS SUR LE LENDEMAIN PROCHE »**

**TOM VAN DEN BERGHE**

## **RATING vs RÉALITÉ**

**Quels sont les critères de durabilité qui sont cruciaux pour le secteur bancaire et de l'assurance en ce qui concerne l'accès au capital ou la couverture des risques ?**

**KB :** « La partie Environnement de l'ESG est déjà bien développée dans la réglementation et donc déjà applicable. Mais même dans cette partie, de nombreux critères doivent encore prendre forme, comme la biodiversité et la circularité. Les volets Social et Gouvernance sont moins avancés. Et pourtant, en tant que banque, nous devons prendre en compte l'ensemble. Comment l'entreprise traite-t-elle ses collaborateurs ? Est-elle impliquée dans des activités controversées ? Quelles sont les limites appliquées dans la technologie fiscale de pointe ? »

**TVDB :** « Aujourd'hui, la taxonomie européenne se concentre sur le 'E' pour évaluer la durabilité des activités des entreprises. Mais l'intention était et est toujours d'élargir et d'intégrer le 'S' et le 'G'. Il y a un début de taxonomie sociale, mais ce rapport est actuellement au frigo. »

**Vous dites donc qu'il est impossible de réaliser simultanément les objectifs de reporting ESG? Sans parler du fait qu'ils ne sont pas toujours compatibles ou vérifiables ?**

**KB :** « Le monde financier doit sensibiliser et faciliter. Ce n'est pas à nous d'établir les règles. Mais un cadre clair est nécessaire si nous voulons aider les entreprises à se conformer et à communiquer des données précises et

## FACTSHEET 'TOWARDS SUSTAINABILITY LABEL'

- **OBJECTIF**  
Éviter le greenwashing
- **LANCEMENT**  
Novembre 2019
- **IMPACT**  
Le label le plus réussi et le plus complet d'Europe
- **NOMBRE DE PRODUITS D'INVESTISSEMENT**  
Plus de 700
- **INSTITUTIONS FINANCIÈRES CONCERNÉES**  
+/- 100 issues de plus de 10 pays
- **VALEUR EN VOLUME (ESTIMATION 2022)**  
470 milliards EUR gérés selon la norme de qualité du label, dont 25% sont distribués en Belgique et 75% en Europe

Depuis sa création à l'initiative de Febelfin, le label Towards Sustainability est devenu la norme du marché et la référence pour les produits financiers durables en Belgique et de plus en plus dans de nombreux autres pays européens. La norme de qualité n'est pas un aboutissement, mais un parcours dans lequel le label vise à impliquer tous les acteurs financiers et les investisseurs. La reconnaissance des produits d'investissement est renouvelée chaque année. Grâce à quatre cycles d'évaluation par an, les nouveaux produits peuvent obtenir le label.

Towards Sustainability a délibérément choisi un label large, qui crée un impact en attirant un grand groupe d'institutions financières diverses, d'une part, et en étant adapté aux investisseurs privés et institutionnels aux profils différents, d'autre part. De cette manière, il entend rendre progressivement l'ensemble du marché des produits financiers plus durable.



fiables. Plus les entreprises obtiennent des résultats durables sur un grand nombre de paramètres ESG, plus elles deviennent attractives. Précisons toutefois que les banques ne laisseront pas leur décision d'investissement dépendre d'un pour cent de plus ou de moins sur tel ou tel paramètre. Elles évalueront toujours la situation dans son ensemble. Une entreprise qui communique de manière transparente sa stratégie de

durabilité a un avantage sur une autre qui ne le fait pas. C'est pourquoi nous encourageons les PME à faire le reporting même si elles n'y sont pas tenues. »

**TVDB :** « En tant qu'entreprise, vous devez essayer d'obtenir des résultats optimaux dans tous les domaines, mais l'accent sera mis différemment selon l'activité principale. Pour le secteur des soins de santé, par exemple, le 'S' est central, tandis que l'industrie manufacturière se concentrera davantage sur le 'E'. Le reporting doit également mettre l'accent sur ce point : il faut commencer par définir les risques et les opportunités les plus pertinents pour votre entreprise en matière de développement durable. Je ne peux que le répéter : l'essentiel est de ne pas considérer la transition vers un entrepreneuriat plus durable comme une obligation, mais comme une opportunité de croissance, comme un facteur de différenciation. Je connais même des PME qui ne veulent pas entendre parler d'un régime de reporting limité, adapté aux

petites entreprises non cotées. Au contraire, la durabilité est au cœur de leur stratégie et elles veulent être mises sur pied d'égalité avec les plus grands. »

**KB :** « Nous devons faire attention à ne pas tomber dans le piège de poser un jugement de valeur sur la conformité à la taxonomie. Une entreprise dont le chiffre d'affaires est conforme à 10% sera considérée comme plus durable qu'une entreprise dont le chiffre d'affaires est conforme à 5%, même si cette dernière opère de manière particulièrement durable dans un domaine qui ne relève pas de la taxonomie. Une PME qui n'est pas soumise au reporting, mais qui travaille de manière très durable, pourrait même avoir un score de 0%. En d'autres termes, les banques ne doivent pas se focaliser sur les notations, mais les compléter par leur propre due diligence. »

**Qu'en est-il du financement des entreprises opérant dans des domaines considérés comme non durables, mais nécessaires à la société, comme la défense ?**

**TVDB :** « Il y a une différence entre les entreprises qui bafouent de manière flagrante les critères de durabilité et celles dont l'activité principale est socialement nécessaire aujourd'hui, mais perçue comme moins durable. Cette perception évolue d'ailleurs avec le temps. Ces derniers mois, par exemple, l'industrie de la défense a acquis un statut plus positif qu'auparavant sous l'influence de la guerre en Ukraine. Il en va de même pour le rôle de l'énergie nucléaire. Il faut faire la distinction entre le but et le chemin qui y mène. Il est important d'adopter une approche globale de cette trajectoire, en trouvant un équilibre entre les préoccupations environnementales et sociales, entre le court et le long terme. » □